

<https://www.ricochets.cc/L-ordre-du-regime-reconnaissance-faciale-matraque-lois-sclerates-pre-crime.htm>  
!



**L'ordre du régime :**  
**reconnaissance faciale,**  
**matraque, lois scélérates,**  
**pré-crime, mensonges et**  
**langages à la Big Brother...**

date de mise en ligne : lundi 30 décembre 2019

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

## L'ordre de l'empire

(post et montage photo de Cerveaux non disponibles)

C'est dans les régimes fascistes qu'on demande aux citoyens de vivre leur liberté à travers l'ordre ! Le préfet aurait pu parler du respect des règles ou du vivre ensemble. Mais non, c'est bien la notion d'ordre, bien plus que celle de légitimité, de justice ou de respect, qui est la boussole de ce pouvoir. Face à ce basculement morbide dans le fascisme du 21e siècle, il convient plus que jamais de créer du désordre pour regagner, petit à petit, notre liberté. La vraie liberté. Celle qui n'est pas conditionnée à l'obéissance absolue et aveugle aux ordres du pouvoir.

La citation complète de Didier Lallement, le 19 décembre 2019 : « N'en déplaise aux propagandistes et aux apôtres de l'insurrection, la liberté et l'ordre sont liés. Je l'affirme devant vous : je suis un adversaire résolu du désordre et mon parti est bien celui de l'ordre républicain ».



Préfet Didier Lallement au service de l'ordre de l'empire : l'ordre de la matraque et de la domination ultra-capitaliste totale

## Reconnaissance faciale

- [Le gouvernement envisage une expérimentation de la reconnaissance faciale dans des lieux publics](#)
- [Lettre commune de 80 organisations : Interdisez la reconnaissance faciale sécuritaire](#) - La reconnaissance faciale est une technique exceptionnellement invasive et déshumanisante qui permet, à plus ou moins court terme, la surveillance permanente de l'espace public. Elle fait de nous une société de suspect-es. Elle attribue au visage non plus une valeur de personnalité mais une fonction de traceur constant, le réduisant à un objet technique. Elle permet un contrôle invisible. Elle impose une identification permanente et généralisée. Elle abolit l'anonymat. Aucun argument ne peut justifier le déploiement d'une telle technologie : au-delà de quelques agréments anecdotiques
- [Libertés La reconnaissance faciale se déploie discrètement](#) - Pour soutenir les industriels français, le gouvernement veut faciliter le déploiement de la reconnaissance faciale. Au grand dam de la Cnil et des associations de défense des libertés.
- [Quand la France se lance dans la reconnaissance faciale](#)  
[Un visage en quête de reconnaissance](#) - Si des expériences locales de reconnaissance faciale ont été fortement médiatisées, d'autres pratiques restent plus discrètes. En coulisses, les industriels poussent pour que la France ne soit pas à la traîne et l'Intérieur est sensible aux arguments. L'idée d'une loi pour encadrer les expérimentations progresse rapidement et selon nos informations, un texte pourrait être déposé dès cet automne. Enquête.

L'heure n'est d'ailleurs plus tout à fait à l'expérimentation, puisque plusieurs solutions de reconnaissance faciale sont déjà à l'oeuvre : que ce soit aux contrôles aux frontières pour les voyageurs qui le souhaitent, lors du déverrouillage d'un smartphone, ou encore pour ouvrir un compte en ligne, comme le propose la Société générale.

Le gouvernement devrait accélérer cette tendance avec le lancement dans les mois à venir du service Alicem, pour Authentification en ligne certifiée sur mobile. Après avoir scanné son visage, ce système permettra à n'importe qui de s'authentifier depuis son smartphone (uniquement sous Android) pour se connecter à tout un tas de services de l'Etat : impôts, assurance maladie, service d'une collectivité locale, service postal... Ce projet soulève de nombreuses critiques, notamment parce qu'il est perçu comme une des premières briques d'une identité numérique dont la clé serait la reconnaissance faciale.



Salon Milipol, tout pour la répression des mouvements d'émancipation en France et ailleurs

## Les armes de la répression

- [Nous avons visité Milipol, le salon de la répression](#)
- [Reportage à Milipol, le salon mondial de la sécurité intérieure - « Déclaration de guerre »](#)
- [L'ENTREPRISE QUI FABRIQUE LES GRENADES DE LA POLICE MISE EN EXAMEN POUR « HOMICIDE INVOLONTAIRE »](#) - Le régime tue aussi celles et ceux qui fabriquent ses armements...!
- [Avec la 5G, demain, tous surveillés](#) - Sous ses atours attrayants, la 5G pose des problèmes de sécurité du réseau, de confidentialité des conversations, de neutralité d'internet et de surveillance des populations. Sans débat démocratique autour de son déploiement, ces questions demeurent sans réponse.
- [La Police nationale lorgne sur les « données de réservation » des voyageurs](#) - Au travers d'un arrêté publié en pleine période de fêtes, le gouvernement a confié à la police nationale le soin d'exploiter les nombreuses « données de voyage » relatives aux trajets effectués en avion, en train, en bus, etc. Ceci pour des finalités potentiellement très larges.
- [La députée LREM drômoise Alice Thourot adepte de la répression policière et des entreprises de sécurité privée](#) - davantage de pouvoirs et de business pour la sécurité privée !

## Lois scélérates

- ▶ voir l'article [France, le gouvernement étend la répression à toute forme de contestation : vegans, anti-spécistes, anarchistes, lycéens...](#), son intro :

Pas besoin d'être devin ou grand socio-politologue pour comprendre que les révoltes, contestations et émeutes ne sont pas prêtes de s'éteindre, elles vont au contraire s'amplifier et se multiplier dans les années qui viennent partout dans le monde, que ce soit à cause des violentes inégalités sociales ou pour cause de catastrophes climatiques et écologiques accrues, le plus souvent ces facteurs se mélangeront.

- ▶ Voir l'article [Des révoltes et insurrections explosent dans plusieurs pays](#) - A force de précarité et de libéralisme, de régimes politiques non-démocratiques et souvent autoritaires (ce qui est inévitable dans tous les Etats), il n'est pas étonnant que la marmite explose au bout d'un moment, sous un prétexte ou un autre. Les régimes oligarchiques, leurs merdias et les capitalistes ont beau tout faire pour diviser, distraire, manipuler, réprimer, étouffer, un beau jour la cocotte minute, sous pression, explose. Désigner des boucs émissaires (musulmans, chômeurs, grévistes, migrants...), traiter les révoltés de factieux ou d'illégalistes ne marchent plus comme avant, les gens apprennent, se méfient de la propagande officielle. (...)

# De la démocratie au régime autoritaire, puis à la dictature

Commentaire perso :

Tout d'abord, un petit rappel pour mieux apprécier le contexte : la France n'est pas et n'a jamais été une démocratie, mais juste un simulacre, une démocratie, et à présent avec le macronisme une forme de dictature soft :

- [Il n'y a jamais eu de démocratie en France, ce qui implique quelques conséquences...](#) - Nous avons le droit de désobéir, de contester certaines lois et instances, les gouvernements sont illégitimes
  - ▶ [Pire que Macron : tous ses complices qui disent encore « notre démocratie » !](#) - TOUS ceux qui prétendent encore qu'on vit en démocratie sont complices du tyran et du système autoritaire en place
  - ▶ [Démocratie, insurrection et gilets jaunes - Nous ne vivons pas en démocratie, le tyran en place a pourtant le droit légal de réprimer, tuer et mutiler !](#)
  - ▶ [Ca y est : la France passe de la démocratie à la dictature !](#) - Le système non-démocratique totalitaire montre sa vraie nature, se durcit, et bascule dans la dictature
- [Le système préfère toujours les terroristes aux démocrates !](#) - Les Pouvoirs préfèrent tout plutôt que la démocratie réelle et perdre leur pouvoir au profit des peuples
- <https://lundi.am/Qui-est-fasciste-par-Jacques-Fradin>
- <https://reporterre.net/La-montee-du-fascisme>

En conséquence, la répression brutale et barbare, la surveillance généralisée, les lois iniques, la propagande à la Big Brother, l'impunité policière... n'ont rien de bavures ou de dérives, mais sont parfaitement logiques et font partie d'une politique délibérée et planifiée :

- [Y a-t-il des violences policières ? Non pas du tout, c'est juste du terrorisme d'Etat...](#)
- [Gilets jaunes : les mutilations et violences policières sont ordonnées et/ou couvertes par le gouvernement et la hiérarchie](#) - Pour comprendre les sources des violences policières : faits, histoire, analyses de chercheurs engagés...
- [Même les policiers qui font bien leur travail et restent dans la légalité servent le status quo et le régime : analyses](#) - Paroles de flic envers des gilets jaunes and co : insultes et menaces, manipulations médiatiques - Un système verrouillé et brutal

Le macronisme ultra-capitaliste et extrémiste pousse cette logique à fond

L'Etat et le capitalisme ne peuvent que se durcir et s'empirer avec le temps car les pouvoirs et l'argent se concentrent, et il leur faut aller toujours plus loin dans le contrôle pour durer.

Et si les contestations et résistances se renforcent ils doivent accentuer la répression car ils ne tiennent plus que par la force policière.

**Dans un tel système antidémocratique, autoritaire et oligarchique, les gouvernements et les politiciens, de gré ou de force, doivent faire les garde chiourmes.** Ils répriment à tout va et manipulent pour tenter de faire avaler des couleuvres de plus en plus grosses.

**Le macronisme ultra-capitaliste et extrémiste pousse cette logique à fond, quitte à verser dans une forme de dictature ou de néo-fascisme.**

Un tel régime va donc forcément renforcer son arsenal d'armes, bichonner ce qu'il faut ses flics, investir dans les systèmes de surveillance dernier cri...

- ▶ **Voir aussi cet article important, qui dit que c'est encore pire que ça :**

- [Seulement nous : l'écologie-contre-l'État, par Frédéric Neyrat](#) - « Nous, et personne d'autre ». - Il y a une scène bouleversante dans le dernier film de Todd Haynes, *Dark Waters* (2019), qui montre comment des produits toxiques utilisés dans la production de Teflon ont été déversés dans le fleuve Ohio. L'avocat, qui est passé du camp des multinationales à celui des paysans et riverains exposés aux substances toxiques génératrices de cancers, déclare : « Le système est truqué. Ils veulent nous faire croire que ce système nous protégera mais c'est un mensonge : nous nous protégeons, nous, et personne d'autre ». (...) Il est en effet de plus en plus difficile de ne pas savoir que l'écosphère va devenir inhabitable pour les êtres humains, condamnés à disparaître avec les autres espèces éteintes en masse, sur des terres infertiles et au bord d'océans asphyxiés. Macron le sait, Trump le sait, Poutine le sait. Ils ne sont pas dans le déni, ils savent, et prennent des mesures politiques en conséquence : non pas réduire les émissions de CO2, mais agrandir leur bunker, augmenter la taille des protections de leur propriété privée et le salaire des gardes du corps, adapter leur terrain de golf à la montée des eaux (ce que fait Trump en Floride). Qu'ils soient néolibéral-autoritaires, national-populistes, ou colonial-religieux, les États ont aujourd'hui pour tâche non pas d'éduquer ou prendre soin des populations, mais d'organiser la survie d'un appareil techno-industriel minimal pour une classe privilégiée. Celle-ci ne cherche plus la maximisation de son intérêt dans le futur, mais l'optimisation de sa survie dans le présent.

**Au lieu de nous étonner de tout ça, d'invoquer en vain la démocratie ou les droits de l'homme, soyons lucides, prenons acte de la situation, et agissons en rapport à cette réalité.**

Nous subissons un régime politique autoritaire lié à un système économique totalitaire, la réalité c'est ça, oubliez les mythologies de démocratie et de république au service de citoyens, ou de gentille "économie réelle" qui nous fournirait de manière neutre de quoi vivre.

On ne dialogue pas avec des sociopathes, des extrémistes et des cyniques, on les dégage

En conséquence, il est vain de demander aux puissants de nous écouter, de leur porter des doléances, d'implorer leur mansuétude ou d'espérer qu'un jour des analyses rationnelles ou des considérations morales leur feront abandonner l'autoritarisme, les inégalités sociales et la brutalité.

On ne dialogue pas avec des sociopathes, des extrémistes et des cyniques, on les dégage de tout poste de responsabilité, on crée des organisations sociales qui leur empêche de revenir, on les empêche de nuire.

On ne se contente pas de contrer quelques conséquences néfastes d'un système intrinsèquement destructeur, on change tout à la base.

NO PASARAN !

C'est simple :

Soit on résiste vraiment et collectivement, soit toutes les catégories sociales continueront à se faire écrabouiller (à part bien sûr les plus riches et les cadres indispensables au système), sur fond de [destruction du climat et du vivant menant à une planète inhabitable](#).

Soit on impose par le rapport de force la démocratie réelle sans Etat (ou au moins un Etat réduit et sous contrôle) et [la destruction du capitalisme](#) (ou au moins sa mise en laisse courte avec muselière), soit la dictature et le totalitarisme continueront à se durcir et à accentuer leur joug et leurs destructions.

Pour résister, voici aussi une appli utile :

4 CADEAU POUR LA NOUVELLE ANNÉE : UNE APPLI CONTRE LA RÉPRESSION !

- « Bad Citizen » : une nouvelle application d'informations juridiques pour apprendre à se défendre face aux institutions policières et judiciaires -

L'application Bad Citizen vient d'être créée et mise à disposition pour smartphones ! C'est un guide de poche qui résume ce qu'on doit savoir quand on se retrouve aux mains de la police et de la justice, des réponses simples à l'essentiel des questions juridiques les plus courantes.

Bad Citizen, c'est le mauvais citoyen. Car s'intéresser à ses droits, c'est déjà ne plus filer droit. Il y a quelques années encore, la violence des forces répressives était plutôt réservée aux quartiers populaires, et le geste policier était plus timide sous les yeux du quidam. Aujourd'hui, l'offensive anti-sociale est clairement déclarée, ça cogne, ça arrête pour rien, et derrière ça condamne sévèrement dans les tribunaux. On pourrait dire que la répression s'est démocratisée en même temps que la contestation sociale s'est généralisée.

La police n'est vraiment pas un corps de métier comme un autre : elle est la quintessence de l'État. La propagation des méthodes de répression des quartiers populaires vers le maintien de l'ordre ordinaire a mis en évidence le fait que, désormais, tout le monde peut se trouver mutilé-e par un LBD ou étouffé-e sous le genou d'un CRS. En manif, la quantité de grenades lancées, la violence des offensives contre les cortèges, le recours massif à des armes potentiellement létales témoignent du fait qu'une guerre contre la population est en cours. Et cette guerre est parfaitement assumée comme telle : qu'importent les morts, les mutilations, les condamnations de l'ONU, de la Cour européenne des droits de l'homme, ou d'Amnesty international. Qu'importe que la France soit prise en exemple par des régimes comme la Chine pour parfaire son arsenal juridique face à la contestation à Hong Kong.

En six mois de mouvement Gilets jaunes, la police a mutilé autant de personnes que sur les vingt dernières années en France. Et l'institution a toujours soutenu ses ouailles. Des pans de plus en plus larges de la population traversent les viseurs de la police mais aussi les couloirs des commissariats. Les arrestations sont désormais « préventives » (amener du simple matériel de protection est désormais suffisant pour se retrouver 48h enfermé-e) et les gardes à vue tendent à devenir des peines extra-judiciaires. Dans les tribunaux, la tendance est la même. Quantité de procès liés à la contestation sociale sont fondés sur des dossiers vides, des éléments mensongers, des droits non respectés.

C'est en partant de ces constats que l'application Bad Citizen a été créée. Les bad citizens sont de plus en plus nombreux et il est nécessaire que se diffusent au maximum, dans les manif comme dans les quartiers, les moyens d'apprendre à se défendre face aux institutions policières et judiciaires. Il est important de connaître les règles, c'est à-dire à la fois le droit mais aussi les pratiques qui s'imposent dans la rue, les commissariats, les tribunaux et les prisons.

Que la police et la justice respectent ou non les cadres légaux, il faut dans tous les cas savoir comment elles agissent et à quelle sauce elles peuvent nous manger pour pouvoir se défendre. L'application Bad Citizen est bien entendu gratuite. Elle est accessible depuis le Google Playstore, en téléchargement direct sur le lien ci-dessous et bientôt sur l'Appstore.

L'appli est organisée en thèmes (contrôle d'identité, garde à vue, poursuites, droit des mineurs, violences policières, etc.) eux-mêmes structurés en chapitres. Elle va progressivement s'étoffer pour résumer de manière claire l'ensemble de ce qu'il faut savoir au cas où on est contrôlé-e, arrêté-e, poursuivi-e en justice, condamné-e ou blessé-e, au cas aussi où un-e proche a été arrêté-e, emprisonné-e, mutilé-e, ou tué-e. L'appli est sans pub, elle ne récolte ni argent ni données personnelles. L'intégralité de son contenu juridique a été vérifié par des avocats.

Téléchargez Bad Citizen, le petit guide à avoir en poche pour vous et vos proches !

- [Lien Playstore](#)
- [En téléchargement direct](#)

L'appli Bad Citizen a été conçue et réalisée par des personnes impliquées depuis plusieurs années dans des collectifs contre les violences policières dans les quartiers, de soutien juridique auprès de manifestant-e-s ou de

soutien des blessé-e-s par les armes de la police.

(post de Nantes Révoltée)



L'appli gratuite Bad Citizen pour connaître ses droits